

Les documents de l'OCDE apportent une réponse assez précise. L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), regroupe 34 pays et gère un budget de 354 millions d'euros (en 2013). Elle siège à Paris et « sa mission est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde » [1]. Le Cahier n°13 de l'OCDE, [2] dont il sera question ici, décrit les mesures d'ajustement, qui peuvent se résumer par la « *privatisation et libéralisation des marchés* » (p.7) [3], ce qui implique licenciements abusifs, exploitation, bas salaires, mutations forcées, baisse de qualité de service, casse des grèves, répression... Depuis 20 ans, nos gouvernants suivent ces conseils à la lettre. Tout ce qui arrive était écrit ici, dans ce rapport.

« Une politique monétaire restrictive, des coupures brutales de l'investissement public ou une réduction des dépenses de fonctionnement ne font prendre aucun risque à un gouvernement. Cela ne signifie pas que ces mesures n'ont pas des conséquences économiques ou sociales négatives : la chute des investissements publics ralentit la croissance pour les années à venir et met sur-le-champ des milliers d'ouvriers du bâtiment au chômage, sans allocation. Mais nous raisonnons ici en fonction d'un seul critère : minimiser les risques de troubles. » (p.16).

« Mais nous raisonnons ici en fonction d'un seul critère : minimiser les risques de troubles. » (p.16).
Quant aux fonctionnaires : « Les salaires nominaux peuvent être bloqués (...) ; on peut ne pas remplacer une partie des salariés qui partent en retraite ; ou bien l'on peut supprimer des primes dans certaines administrations, en suivant une politique discriminatoire pour éviter un front commun de tous les fonctionnaires. Évidemment, il est déconseillé de supprimer les primes versées aux forces de l'ordre dans une conjoncture politique difficile où l'on peut en avoir besoin. (...) L'essentiel est d'éviter un mouvement de grève générale dans le secteur public qui remettrait en question un objectif essentiel du programme de stabilisation : la réduction du déficit budgétaire »

« Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population »

« Cette politique peut prendre diverses formes : garantie d'un service minimum, formation d'un personnel qualifié complémentaire, privatisation ou division en plusieurs entreprises concurrentes, lorsque cela est possible »

À cet égard le Cahier n°13 est un exemple de cynisme, de communication et de stratégie pour dirigeant prétendument démocrate. « Si le gouvernement, par crainte de l'opposition, attend la crise financière pour ajuster, il aura beaucoup moins de marge de manœuvre, en cas de crise politique. A la limite, il ne peut plus faire, en principe, de concession dès lors qu'il a pris des engagements envers le FMI pour bénéficier de son concours. D'ailleurs, une telle décision peut rendre service à un gouvernement car celui-ci peut ensuite répondre aux opposants que l'accord réalisé avec le FMI s'impose à lui, qu'il le veuille ou non » (p.22). Et encore : « Enfin, pour éviter les troubles, il est souhaitable que le gouvernement fasse un effort exceptionnel d'information (...) Ces interventions peuvent paraître plus spectaculaires qu'efficaces, mais en l'occurrence, seule importe l'image que donne le gouvernement et non la portée réelle de ses interventions » (p.28). Ce Cahier n°13 est un exemple, non que la politique décrite ici sorte de l'ordinaire, mais bien plutôt par le fait que nous, travailleuses et travailleurs, puissions la constater noir sur blanc sans risquer d'être taxé-es de paranoïa.

Notre capacité de lutte, de résistance, est ce qui les effraie le plus. « Les grèves comportent un inconvénient sérieux, celui de favoriser les manifestations. Par définition les grévistes ont le temps de manifester » (p.26).